



HAL
open science

Thierry Ribault, Contre la résilience, à Fukushima et ailleurs

Valerie Arnhold

► **To cite this version:**

Valerie Arnhold. Thierry Ribault, Contre la résilience, à Fukushima et ailleurs: Éditions de l'Échappée, Paris, 2021, 368 p.. Sociologie du Travail, 2023, 65 (4), 6 p. 10.4000/sdt.44499 . hal-04348224

HAL Id: hal-04348224

<https://hal.science/hal-04348224>

Submitted on 16 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Thierry Ribault, *Contre la résilience, à Fukushima et ailleurs*

Éditions de l'Échappée, Paris, 2021, 368 p.

Valerie Arnhold



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/sdt/44499>

ISSN : 1777-5701

Éditeur

Association pour le développement de la sociologie du travail

Référence électronique

Valerie Arnhold, « Thierry Ribault, *Contre la résilience, à Fukushima et ailleurs* », *Sociologie du travail* [En ligne], Vol. 65 - n° 4 | Octobre-Décembre 2023, mis en ligne le 15 novembre 2023, consulté le 15 novembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/sdt/44499>

Ce document a été généré automatiquement le 15 novembre 2023.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Thierry Ribault, *Contre la résilience, à Fukushima et ailleurs*

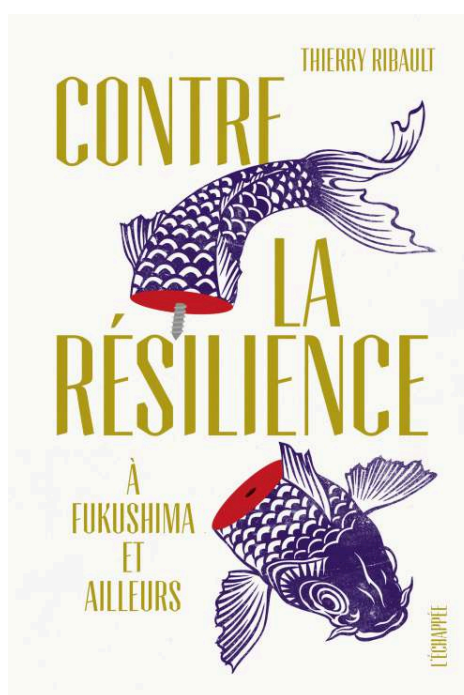
Éditions de l'Échappée, Paris, 2021, 368 p.

Valerie Arnhold

RÉFÉRENCE

Thierry Ribault, *Contre la résilience, à Fukushima et ailleurs*, Éditions de l'Échappée, Paris, 2021, 368 p.

- 1 Ces dernières années, la notion de « résilience » a fait une entrée remarquée dans l'action publique : on peut penser, en France, au projet de loi « climat et résilience »¹, ou encore à l'« Opération Résilience »² en réponse à la crise du Covid-19. Utilisée conjointement en politique et en sciences (naturelles et sociales), elle décrit des phénomènes divers : la capacité d'un matériau à « rebondir » à la suite d'un choc, l'aptitude d'un écosystème à se reconstituer après une perturbation, ou encore la reconstruction psychique de l'individu ayant vécu un traumatisme. L'ouvrage de Thierry Ribault étudie les usages politiques et scientifiques de cette notion dans la gestion des conséquences de la catastrophe nucléaire de Fukushima Dai-ichi en mars 2011 au Japon. En



- s'appuyant sur un corpus de documents médiatiques, institutionnels et scientifiques, ainsi que sur des entretiens réalisés dans les territoires touchés par la catastrophe, il vise à comprendre les conditions qui rendent « socialement nécessaire et, accessoirement, acceptable, un tel engouement pour la résilience » (p. 46).
- 2 Thierry Ribault pose un double regard sur ces usages de la résilience, qu'il analyse d'une part dans le cadre des « politiques de reconstruction et de résilience » décrétées par le gouvernement japonais, et d'autre part dans les débats scientifiques sur Fukushima et autres catastrophes, crises ou ruptures de tous types. L'ouvrage aborde la résilience comme une « idéologie », construite à l'interface entre mondes politiques et savants, et pose ainsi d'emblée la question des postures scientifiques possibles face à cette notion. Dialoguant à la fois avec certains courants philosophiques (Max Horkheimer et Theodor Adorno ; Günther Anders) et avec la sociologie des politiques post-Fukushima au Japon et de leurs effets, Thierry Ribault propose une réponse nette à cette question, en développant, grâce à une pensée complexe et stimulante et une écriture aussi soignée que mordante, une critique sans concessions de la pensée par la résilience.
- 3 Une mise à distance radicale des notions employées par les pouvoirs publics semble nécessaire pour décrire les fondements et effets de la « politique de résilience » : celle-ci repose, après une remise en cause — ponctuelle — de l'énergie nucléaire au Japon, non seulement sur la poursuite de son usage, mais surtout sur l'encouragement à la « reconstruction » des territoires contaminés, suivant l'idée selon laquelle la contamination radioactive ne nécessiterait pas l'abandon des territoires affectés. Elle conduit au retour ou — pour la plupart — au maintien des habitant·es en zone contaminée, et les contraint à gérer les effets de la catastrophe au quotidien. La résilience participe à rendre cette politique de l'exposition possible, grâce au « formidable retournement » qu'elle promeut : l'incitation à faire du malheur une chance, et à exiger des populations qu'elles participent activement et dans un élan

positif à la reconstruction d'un avenir meilleur en zone contaminée, bien que celui-ci puisse impliquer des « sacrifices » personnels (p. 325).

- 4 Plus qu'un concept aux contours flous et aux définitions variables en fonction du contexte d'usage (chapitre 1), Thierry Ribault défend la thèse que la résilience a été érigée dans le cas de Fukushima en « institution sociale » (chapitre 2), qui exige des individus d'« être résistants » au quotidien dans un monde devenu invivable, et ce « sans opposer de résistance » (p. 31). Cette institution ne se décline pas seulement dans l'action des pouvoirs publics ; elle s'appuie également sur des relais scientifiques comme le projet FURE (*Fukushima Center for Regional Revitalization*) qui participe à la cogestion post-catastrophique, en étudiant la fabrique d'une « culture de conscience du désastre » (p. 60), ainsi que les comportements adaptés à la gestion individuelle des contaminations. Elle s'appuie par ailleurs sur des « initiatives citoyennes » qui produisent des données de mesure de la radioactivité, dans le contexte d'une défiance accrue face à l'État et aux informations officielles. Ces initiatives sont parfois captées par les projets franco-japonais et internationaux d'organismes nucléaires tels que l'AIEA³, l'IRSN⁴ et la CIPR⁵, eux-mêmes engagés dans l'étude et la facilitation de la vie dans les zones contaminées (à travers divers projets, comme les fameux « Dialogues » de Fukushima)⁶.
- 5 L'ouvrage étudie également « l'infrastructure épistémique » de la résilience (chapitre 3), et expose les mécanismes de production d'ignorance à l'œuvre sur les effets sanitaires des radiations, similaires à ceux déjà décrits dans la littérature au sujet des catastrophes nucléaires antérieures (Kuchinskaya, 2014 ; Brown, 2017). Les études et mesures d'expositions non réalisées, les protocoles scientifiques étroits permettant d'écarter des connaissances « socialement inacceptables » (p. 118), les travaux scientifiques existants non considérés constituent autant de mécanismes qui rendent une nouvelle fois possible l'invisibilisation des effets sanitaires de la catastrophe et la mise en avant des effets prétendument « psycho-sociologiques » des radiations (p. 135). Cette psychologisation participe à un transfert de responsabilité vers les individus, caractéristique de la notion de résilience.
- 6 L'auteur s'attache également à interroger les conditions dans lesquelles les habitant·es en zone contaminée participent à la cogestion du désastre, citoyenne ou étatique, plutôt que d'y résister. Le chapitre 4 décrit les manières dont la production d'ignorance participe à la construction d'une « fausse conscience » des individus face au monde contaminé, un monde « auquel nous ne sommes pas adaptés mais pourtant contraints de l'être » (p. 149). Basée sur le recours à des citoyen·nes expert·es de la mesure radioactive, converti·es à la raison probabiliste qui ancre le besoin de gérer sa dose comme condition normale d'existence (chapitre 5), la pensée par la résilience favorise l'intériorisation d'une prétendue nécessité de vivre dans des circonstances extrêmes. Elle rend acceptable un « endurcissement » des conditions de vie et procède à la réduction de l'individu à un « statut de survivant » (p. 22).
- 7 La résilience se présente ainsi *in fine* comme une « technologie de consentement » (chapitre 6) visant à « ôter aux populations toute perspective de prise de conscience de leur situation et de révolte par rapport à elle » (p. 45). La rationalisation d'une vie « occupée par le maintien de la biologie » (p. 225) requiert également un certain « régime des affects ». Dans le cadre des « Dialogues » par exemple, certaines émotions sont encouragées (« l'espoir, le bonheur, la responsabilité, [...] l'auto-assistance », p. 227), tandis que d'autres doivent être écartées, en particulier quand il s'agit de

sentiments « négatifs » comme la colère et la peur. À l'inverse, l'ouvrage interroge les conditions de résistance à cette technologie, la « résilience de la résilience » (p. 43), à l'usage des activistes, citoyen·nes ou chercheurs et chercheuses, une opportunité de re-conscientisation des individus qui se fonde, entre autres, sur un encouragement à la « fureur » comme sentiment libérateur et productif de mobilisation politique.

- 8 À cet égard, le chapitre 7 souligne les limites d'une partie de « l'activisme » citoyen japonais et français actuel, notamment lorsqu'il s'engage directement dans les dispositifs de cogestion du désastre mis en place par les pouvoirs publics et organismes internationaux, ou embrasse un langage d'autonomie et d'auto-détermination des conditions de vie, rapproché des rationalités sous-tendant la notion de résilience. Basée en partie sur ce « nouvel esprit du nucléarisme » (p. 200), celle-ci rend la « destruction respectable », faisant avancer l'idée d'une nécessité de « vivre avec », d'une adaptation coûte que coûte aux effets de la « société industrielle » (chapitre 8).
- 9 La lectrice sociologue peut regretter l'absence d'une section dédiée à la méthodologie de l'enquête empirique qui nourrit l'ouvrage, dans laquelle l'auteur aurait pu préciser les modalités de constitution du corpus et les conditions de réalisation des entretiens. On aurait aimé en savoir davantage sur les précautions méthodologiques prises pour interroger les modes de résistance des individus face à « l'endoctrinement » de la résilience (p. 13). Ces modes de résistance (ou plutôt leur absence) constituent une question qui traverse l'ouvrage, mais ne sont que rarement étudiés d'un point de vue empirique. Certaines considérations sur le désastre comme « opium du peuple » ou sur des populations « plongées dans le sommeil éternel de la drogue qui annihile les instincts » (p. 103) semblent disproportionnées. Les rares extraits d'entretiens cités donnent pourtant un aperçu de la richesse d'une analyse plus fine des expériences des victimes, et montrent que « l'acceptation » (p. 301) des conditions de vie semble rester toute relative, malgré les discours des autorités selon lesquels la radioactivité « fait partie du monde » (p. 153). En témoigne cet extrait d'entretien avec un responsable du cinéma Forum Fukushima, datant de 2012 : « Être contraint de continuer à vivre comme si de rien n'était alors qu'on se sait contaminé, être forcé de faire semblant de travailler tranquillement et être sa propre dupe, je me demande jusqu'à quand on peut tenir le coup dans ces conditions » (p. 151). Une mise en regard plus approfondie avec la littérature internationale et japonaise étudiant les mobilisations collectives post-Fukushima aurait également pu nourrir davantage cette analyse.
- 10 Pour conclure, l'ouvrage de Thierry Ribault décrypte de manière convaincante les contradictions derrière les usages multiples de la notion de résilience et met en exergue les violences que provoque la mise en application d'une « politique de résilience » dans le cas de la catastrophe de Fukushima. Il offre des ressources intellectuelles cruciales pour interroger le rôle de la notion sur une variété de terrains sur lesquels elle pénètre (crises sanitaires, changement climatique, catastrophes dites naturelles, guerres et conflits armés) et lance le défi aux chercheurs et chercheuses de trouver une posture d'analyse face à la diffusion du concept. Il réclame, nous l'aurons compris, un rejet sans équivoque de la notion comme concept analytique, afin d'empêcher sa normalisation et de refuser toute caution scientifique aux violences qu'elle justifie.

BIBLIOGRAPHIE

Asanuma-Brice, C., 2021, *Fukushima, 10 ans après. Sociologie d'un désastre*, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris.

Brown, K., 2017, « Blinkered science: why we know so little about Chernobyl's health effects », *Culture, Theory and Critique*, vol. 58, n° 4, p. 413-434.

Kuchinskaya, O., 2014, *The Politics of Invisibility: Public Knowledge about Radiation Health Effects after Chernobyl*, MIT Press, Cambridge.

Topçu, S., 2013, *La France nucléaire. L'art de gouverner une technologie contestée*, Le Seuil, Paris.

NOTES

1. Projet de loi n°3875 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, 10 février 2021, https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/l15b3875_projet-loi.
2. Ce terme désigne l'intervention des armées dans divers domaines de la gestion de crise du Covid en 2020.
3. L'Agence internationale de l'énergie atomique.
4. L'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (établissement public français).
5. La Commission internationale de protection radiologique.
6. Ces dispositifs sont étudiés par une série de chercheurs et chercheuses ; voir par exemple Topçu, 2013 ; Asanuma-Brice, 2021.

INDEX

Mots-clés : Résilience, Catastrophes, Fukushima

AUTEURS

VALERIE ARNHOLD

Organizations, Critical & Ethnographic Perspectives (OCE Research Center)

EMLyon Business School

23, avenue Guy de Collongue, 69130 Écully, France

arnhold[at]em-lyon.com